



Wallonie- FRANCE

Expression libre, démocratique
et pluraliste du MWRP.

Directeur : André SCHREURS ; secrétaire de rédaction : Jacques LIENARD ; éditeur responsable : Laurent LERUTH

« Ce n'était pas un coup de chaleur »

*Réponse du chef de groupe socialiste à la Chambre.
Lettre adressée à notre ami J.A.Hardy, vice-président de Wallonie-France.*

Cher ami,

Je fais suite à votre courrier du 11 juillet 1996 qui m'est bien parvenu et je n'ai pas manqué de l'examiner avec une attention toute particulière.

L'occasion m'est donnée par le présent courrier de développer mon point de vue.

Parlementaire depuis plus de dix ans, j'ai constaté au fil du temps une dégradation progressive de la situation de la Belgique sur le plan communautaire.

J'ai été de ceux qui, en 1988, ont pensé que l'instauration d'un fédéralisme - auquel je continue à croire - pourrait apporter une pacification communautaire et donner une chance à ce pays. Hélas! la boulimie flamande n'a pas de limite. La volonté d'indépendance qui n'était le fait que de quelques extrémistes de droite a gangrené des représentants néerlandophones issus pourtant de partis démocratiques.

La Flandre a décidé à terme de conquérir son indépendance, de le faire pacifiquement et de ne maintenir dès lors la Belgique en vie qu'aux conditions qui lui profitent. C'est en fonction de cette réflexion que les néerlandophones parlent maintenant de régionaliser la sécurité sociale et le cas échéant, la fiscalité, d'autres parlant même de partager la dette publique.

J'ai dès lors exprimé que, si telle était leur volonté, la Belgique n'existera plus. Mes propos n'ont pas été le fruit d'une réaction de mauvaise humeur aux multiples provocations de certains parlementaires flamands

Pour la première fois fut ainsi évoquée à la Chambre des Représentants un rattachement possible à la France de la Wallonie et peut-être de Bruxelles.

Il faut en effet savoir que pour qu'un Etat existe, il faut trois piliers. Le premier est la monnaie, le franc belge en l'espèce. Le second est la sécurité sociale et le troisième les départements d'autorité, à savoir la justice, la gendarmerie, la défense nationale, etc...

Réfléchissons! Si nous entrons dans ce que l'on appelle la monnaie unique au niveau de la Communauté Européenne, la monnaie belge n'aura donc plus qu'un intérêt relatif dès le 1er janvier 1999.

Imaginons que l'on régionalise la sécurité sociale comme le demandent les Flamands! C'en serait fini de ce second pilier. Quel intérêt avons-nous à maintenir une Belgique qui n'existerait plus que pour permettre à notre défense nationale de parader le 21 juillet, à la gendarmerie de contrôler notre vitesse sur les autoroutes, à nos magistrats de juger des délinquants?

A cette Belgique-là vers laquelle l'on veut nous conduire, je préfère effectivement le rattachement à la République française de la Wallonie et des francophones de Bruxelles s'ils le souhaitent.

Une telle décision ne pourrait cependant s'appuyer que sur une base populaire, c'est-à-dire en organisant un référendum décisionnel.

Je suis de ceux qui pensent que nous avons intérêt à faire partie d'une grande nation intégrée dans la Communauté européenne. En effet, la population belge représente environ 3 % de la population européenne, la Wallonie 1 % et Bruxelles environ 0,3 %. La Flandre dont certains dirigeants rêvent de faire une république indépendante représenterait 1,7 % de la population de la Communauté européenne! Il est déjà extrêmement difficile pour notre pays de faire entendre sa voix au niveau international. Ce serait pire encore dans l'hypothèse du séparatisme et c'est à partir de ce constat que le rattachement à la France des Wallons et des Bruxellois francophones me paraît être une hypothèse intellectuellement séduisante.

Notre pays par ailleurs, l'un des plus endettés de l'Europe alors que les Flamands y ont le poids que l'on sait, ne pourrait, le séparatisme ayant fait son chemin, assurer un avenir serein à l'ensemble des trois régions et communautés belges dans le cadre du confédéralisme. D'autre part, alors que nous étions si fiers de notre sécurité sociale, nul ne peut dire à ce jour, de par le poids de notre dette publique, ce qu'elle pourra être demain, notamment par rapport à la France. Les impôts des personnes physiques comme ceux des sociétés ne sont-ils pas en France inférieurs à ce qu'ils sont chez nous ?

Il m'a été rappelé que le Général de Gaulle avait un jour écrit: « ... Si, un jour, une autorité publique représentative de la Wallonie s'adressait officiellement à la France, ce jour-là de grand coeur, nous répondrions favorablement à une demande qui aurait toutes les apparences de la légitimité... ».

Sans nul doute et d'ici cinq à quinze ans, parce que la Flandre a décidé de conquérir son indépendance de façon déclarée ou larvée, le peuple de Wallonie et les francophones de Bruxelles seront appelés à vivre des moments exaltants pour l'avenir de notre population et des générations futures.

Espérant ainsi avoir pu vous fixer et au plaisir de vous revoir, je vous prie de croire, cher ami, en l'assurance de mes sentiments de parfaite considération.

Claude Eerdekens,
Député-Bourgmestre

WALLONIE-FRANCE FAIT PEAU NEUVE!

Vu le succès de plus en plus grand de nos idées et afin d'en assurer la diffusion maximale, Wallonie-France a décidé de modifier sa présentation.

Nous espérons que le nouvel aspect de notre périodique, maintenant composé par ordinateur, ne vous décevra pas. Après tout, c'est le fond

qui doit primer même si la forme peut s'améliorer!

Rappelons que nous avons besoin de vos suggestions, avis ou points de vue notamment sur les questions d'ordre technique qui risquent de

se poser à brève échéance (fiscalité, dette publique, enseignement, armée, justice, diplomatie, etc).

Vous pouvez encore aider notre action en versant au fonds de combat ou, dès maintenant, en renouvelant votre abonnement:

Abonnement : 500 FB

Abonnement de soutien : 800 FB

Abonnement étudiant : 300 FB

sur le compte 240-0786635-66 de Wallonie-France, 41020 à Ougréc.

Pour nos amis de France: Abonnement: 100 FF ou Abonnement de soutien: 150 FF

sur le compte Wallonie-France de la BRED à Paris

code banque: 10107 -code guichet: 00118 n° 212181978-10.

BILLET D'HUMEUR

par Jean DEFRAIGNE, Ministre d'Etat

L'été est l'occasion d'une pause, d'un moment de réflexion. Les Flamands, repus, digèrent songeant à de nouvelles proies qui sont déjà désignées. Les francophones gémissent, se voilent la face, imaginent, des combats de retardement, mais ne font aucune recherche ou propositions précises.

Et pourtant, viendra le moment où il faudra se prononcer! Sont aveugles ceux qui refusent de prendre en compte la marche inexorable du peuple flamand qui s'est fixé des objectifs poursuivis pied à pied depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Quand ils auront détruit toutes les solidarités, c'est-à-dire supprimé tout ce qui ressortit encore à la compétence fédérale, les Flamands nous largueront à moins que, à force de reculades et d'aplatissements, les francophones ne soient prêts à tous les abandons. Après tout, le statut d'assisté n'est, peut-être pas désagréable... à la condition de se contenter de peu!

A quoi sert, de maudire le nationalisme, alors que l'on a devant soi des responsables et une population flamands qui affirment leur nationalité avec toute la conviction que leur apportent des décennies de succès institutionnels, culturels et économiques?

Les Flamands veulent un régime fiscal différent: réduire l'impôt des sociétés-en Flandre, pour attirer les investisseurs; réduire le droits de succession - en Flandre, pour attirer les citoyens fortunés.

Ils veulent un régime différent d'allocations familiales, organiser leur système d'assurance-maladie avec l'octroi d'avantages plus importants. A-t-on songé à l'application d'un tel système à Bruxelles? Comment distinguer les bénéficiaires d'un régime plus favorable? Du coup, toutes les familles nombreuses, immigrées ou autres, se sentiront néerlandophones. Ce n'est pas trop mal calculé!

Ce qui est grave, c'est le refus de règles communes alors qu'en fait, elles sont appliquées de la même manière, uniquement parce que, le donné sociologique étant différent, les conséquences financières varient d'une région à l'autre.

Comment, devant cette volonté unanime des représentants du peuple flamand, l'Etat belge pourrait-il subsister? Certains nous expliquent que l'Europe ne voudra jamais reconnaître l'indépendance de la Flandre, car elle devrait aussi accepter celle de la Catalogne ou de la Padanie... ou encore qu'on arriverait jamais à répartir la charge de la dette publique. C'est évidemment un idéal exaltant. Nous restons ensemble parce que nous avons des créanciers ou parce que nos tuteurs ne nous auront pas donné l'autorisation d'aller chacun de notre côté. Tout cela est dérisoire!

Les présidents des partis traditionnels flamands viennent de livrer leurs états d'âme au journal Le Soir. Pour le libéral et le socialiste, l'Etat fédéral se réduira comme peau de chagrin, vers l'Europe et les régions et, dès lors, il n'y aura plus rien à séparer et la comédie sera finie.

Pour le social chrétien, il faut sauvegarder la Belgique, mais attention! Les francophones devront se montrer dociles et accepter tout ce que les Flamands auront exigé. C'est donc très clair: nous avons le droit d'obéir et de marcher au pas sous la férule du "guide éclairé" (la formule est du président du CVP) Jean-Luc. Au pas, camarades et heil!

Que faut-il faire? Les francophones de Bruxelles et de Wallonie doivent faire front et décider ensemble d'exigences minimales, préparer au mieux les conditions d'un divorce inévitable et, une fois celui-ci consommé, consulter le peuple sur son choix.

Pour moi, dans l'état actuel des choses, il n'y a pas de salut en dehors, sinon d'une intégration qu'il faudra bien réaliser un jour, d'une étroite association avec la France.

Le peuple belge, dites-vous?

Le 12 juillet dernier, sous le titre général « les Flamands plus déterminés que jamais », La Dernière Heure publiait le résultat d'une recherche sociologique; on y apprend notamment qu'en Belgique, il y a « à peine un pour-cent de mariages mixtes ». Comprendons par là un pour-cent de mariages contractés entre des Flamand(e)s et des Wallons (ne) s... le taux est infime sur l'ensemble des mariages célébrés dans notre pays. Entre 88 et 94, on ne compte en effet que 1,3 % de mariages entre un Flamand et une Wallonne contre 0,8 % d'unions entre un Wallon et une Flamande.

Y-a-t-il un peuple belge uni et fort comme certains le croient, ou font semblant? Il apparaît bien que non. En tout cas, les deux grandes communautés continuent à s'ignorer et répugnent à se mélanger. A moins que, comme pourrait le dire le Belgein de service, la statistique ne soit la deuxième forme du mensonge?

AU NORD, IL Y A TOUJOURS DU NOUVEAU...

Un été chaud: 4, 11, 14 juillet, 25 août, etc...

I- la nouvelle offensive flamande

Il était prévisible qu'une nouvelle offensive flamande aurait lieu en juillet-août.

C'est, en effet, à cette époque que, chaque année, l'idéologie flamande s'exprime le plus nettement à l'occasion de la fête nationale de la Flandre (11 juillet) et du pèlerinage de Dixmude (25 août).

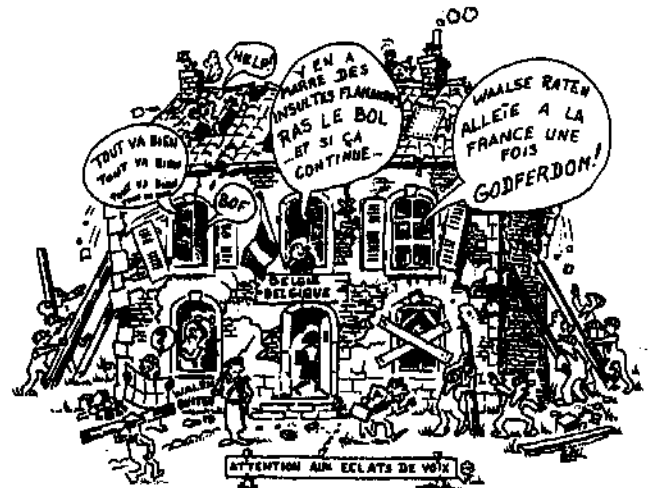
On n'a pas oublié le fameux *Vrienden Wallen scheiden* (Amis Wallons séparons nous) prononcé il y a quatre ans par le président du comité de pèlerinage.

Dès la fin de juin, le gouvernement flamand rendait public son plan d'intégration de la périphérie bruxelloise. « La philosophie de ce plan est la suivante: les habitants de la périphérie sont flamands et doivent être considérés comme tels » (*Le Soir*, 28 juin 1996). Les 100.000 francophones qui y résident doivent « s'inscrire dans une identité néerlandaise que le gouvernement flamand, avec l'aide de la province du Brabant flamand et de la commission communautaire de la région bruxelloise entend renforcer ».

Le plan prévoit des mesures concrètes en matière d'enseignement, de logement, de média et de culture.

Dans le même temps le ministre-président flamand, monsieur Luc Van den Brande, fait savoir que son gouvernement veut faire entendre par tous les moyens, son point de vue concernant le plan d'investissement 1996-2005 de la S.N.C.B. Le 8 juillet. M. Van den Brande, s'exprimant à Courtrai, évoque la possibilité pour la Flandre d'accroître son autonomie, notamment en matière fiscale plus vite que les deux autres régions et sa volonté de pas être gênée dans cette démarche et encore moins d'en être empêchée » (*Le Soir*, 8 juillet 1996). Au même moment, les partis flamands profitent des derniers débats à la chambre sur les lois-cadres pour réitérer leurs exigences en matière de communautarisation totale ou partielle de la sécurité sociale. C'est ce que révèle la *Libre Belgique* du 8 juillet sous le titre sans équivoque : « scission de la Sécu = scission du pays »! Le même journal publié à la même date la traduction du commentateur politique de *Het Volk*, sous un titre éloquent : *La patience est à bout en Flandre*, M. Léo Marynissen expliquant notamment que la réalité fédérale ne prévoit pas uniquement la loyauté (fédérale), mais aussi une réelle indépendance pour les secteurs fédérés. Une politique économique propre ne peut être envisagée qu'à condition d'avoir aussi une fiscalité particulière. Devant le refus des socialistes wallons, le député libéral flamand Pierre Chevalier a déclaré que « la Belgique pourrait connaître le même sort que la Tchécoslovaquie qui était aussi constituée de deux parties, l'une regardant vers l'économie

libérale, l'autre vers le communisme » (*Le Soir*, 4 juillet) (1).



Le 11 Juillet à Bruxelles, la Fête de la Communauté flamande est célébrée pour la première fois dans l'enceinte du Parlement flamand, et plus à l'Hôtel de Ville. A cette occasion, M. Norbert Van Batselier, président (socialiste) du Parlement flamand réaffirme calmement mais sûrement la nature du combat identitaire flamand la nécessité d'une nouvelle réforme de l'Etat (en 1999 ou avant) "qui accroîtra les pouvoirs de la Flandre et le caractère indispensable de l'autonomie financière et fiscale qui est dans la logique démocratique d'un Etat fédéral" (*Le Soir*, 12 juillet 1996). C'est en fait un credo confédéraliste!

Le même jour, le ministre-président de Flandre, Luc Van den Brande, "devant le gratin international", évoquant le poids que peuvent avoir 6 millions de Flamands dans la balance européenne, centre son allocution "sur l'ancre de la Flandre en Europe".

"Le gouvernement flamand cadre ses actions dans une perspective européenne à long terme basée sur le projet "Flandre-Europe 2002" (...). En 2002, nous devons être prêts pour l'introduction de l'euro et faire de l'Etat fédéré de Flandre une région-phare ayant son propre visage en Europe" (*Le Soir*, 12 juillet 1996).

2 - COUP DE SEMONCE WALLON: LA REPLIQUE DE CLAUDE EERDEKENS

Devant toutes ces provocations flamandes, un homme politique wallon a (enfin) réagi, et de manière maîtresse façon! Le 10 juillet, c'est-à-dire la veille de la Fête nationale flamande, M. Claude Eerdekens, chef du groupe socialiste (PS) à la Chambre des Députés, celui que *Le Soir* appelle à présent

M. Claude (cf, le 17 août! "M. Claude, le Quai et la Sûreté") a carrément évoqué le rattachement de la Wallonie à la France.

"Jamais débat parlementaire entre partis "traditionnels" n'a été aussi loin dans l'évocation du séparatisme. Une partie de l'opinion flamande est

atteinte du syndrome de Karadjic et de Mladic, a dit M. Eerdekens, faisant allusion au langage de certains provocateurs extrémistes malheureusement relayés par des partis démocratiques".

Excédé par l'image d'une Wallonie profiteuse décrite par le Parti libéral flamand (VLD) et la Volksunie (VU), il a lancé: "maintenant, demain ou après l'an 2000, le PS refusera la communautarisation de la sécurité sociale".

Faisant allusion à une éventuelle "confiscation du pouvoir fiscal par le Parlement flamand, il a ajouté: "Nous Wallons, sommes fiers de nous trouver à côté d'un grand pays comme la France. Si vous voulez que la France se trouve aux portes de Bruxelles, alors allez-y!" (La Meuse, 11 Juillet 1996).

"Brouhaha indescriptible sur les bancs du VLD, de la VU et du Vlaams Blok bientôt suivi d'un "Vous voulez la France, et bien, allez à la France" prononcé en français par le député libéral flamand Rik Daems (Le Soir, 11 juillet 1996).

La déclaration de Claude Eerdekens a eu de très larges échos dans toute la presse belge, de même qu'à Paris où *Le Monde* lui a consacré deux articles, dont un en première page, citant les deux tendances du mouvement rattachiste, Retour à la France et Wallonie-France (12 et 29 Juillet).

Le Monde relève que le président du PS, "tout en affirmant que son parti n'est pas rattachiste", se garde bien de désavouer son collègue (et que) "la vox populi ... est plutôt favorable à M. Eerdekens"!

Même si l'éclatement de la Belgique n'est pas pour demain, "on ne pourra pas éternellement à Paris se retrancher derrière la sacro-sainte règle de non-ingérence dans les affaires intérieures de la Belgique (...) Il faudra alors se souvenir de la position du général de Gaulle qui estimait, en 1946 (2) qu'une demande formulée par un gouvernement wallon légitime devrait être prise en considération par la France" (cf Luc Rosenzweig, Tensions communautaires en Belgique, *Le Monde* du 29 Juillet 1996 et De Gaulle rattachiste..., *La Libre Belgique* du même jour).

Parmi les nombreuses réactions suscitées par les propos de Claude Eerdekens, relevons celle de Robert Collignon, Ministre-Président de la Région wallonne qui a notamment déclaré "Si demain, la Flandre proclame unilatéralement son indépendance, il faut que toutes les forces vives de Wallonie, que tous les francophones et les Wallons en particulier, se mettent autour d'une table pour définir leur avenir (*La Meuse*, 12 juillet), comme lors du Congrès wallon de 1945.

Une Wallonie indépendante, un Etat Wallonie-Bruxelles ou un rapprochement avec la France sont d'autres problèmes qu'il convient d'envisager. En cas de démantèlement de la Belgique, tout est possible" (*Le Soir*, 12 juillet)

"En ce qui me concerne, je n'ai jamais dit que les rattachistes étaient de doux rêveurs" (cf *La Libre Belgique*, même jour).

Interviewé par *La Wallonie* (12 Juillet), Jean Defraigne, membre de Wallonie-France, ancien

président de la Chambre et ministre d'Etat, s'est dit "surpris, mais pas forcément désagréablement, de l'évocation, dans cette enceinte, de la fin de la Belgique (car) ce qui s'est passé (lui) fait croire en tout cas que nous allons vraiment vers la solution évoquée" par Claude Eerdekens!

Afin de respecter la volonté du peuple, il faudra organiser un référendum "C'est la première chose à faire. Demander aux Wallons et aux Bruxellois ce qu'ils veulent. Et pourquoi pas la 23e région de France?"... Et Bruxelles, région autonome, siège du pouvoir exécutif européen?"

Deux jours auparavant, dans *La Wallonie*, Joseph Coppé avait conclu un remarquable éditorial par ces mots: "La tendance permanente et généralisée de la Flandre à l'indépendance impose aux Wallons - à brève échéance - de s'investir dans un projet politique neuf qui devrait tenir compte de la Wallonie dans *Le Monde*, dans l'Europe, vis-à-vis de ses voisins plutôt que de s'abriter frileusement dans le précaire cocon institutionnel d'une Belgique que d'autres s'ingénient à détruire."

Les 12 et 14 Juillet, *La Meuse* parle abondamment du rattachisme. Sous le titre "Ceux du Retour à la France", elle relève que le Congrès national wallon de 1945 "reste l'un des points de repère du mouvement francophile", avec son vote "sentimental" en faveur du rattachement de la Wallonie à la France et le fameux discours de Charles Plisnier.

Dans son édition du 14 juillet, *La Meuse* consacre deux pages entières à la question et donne la parole à une série de personnalités: Jean Defraigne ministre d'Etat ("les Français ne diront pas non"); Paul Lefin, secrétaire général de l'Union culturelle wallonne ("Personnellement, je ne suis pas pour", mais il faut noter que "le mouvement d'André Schreurs n'est pas contre les langues régionales, contrairement à celui de Maurice Lebeau, qui est plus exclusivement tourné vers la langue française et vers Paris"); Philippe Destatte, directeur de l'Institut Jules Destrée, retient deux possibilités: "Une Wallonie indépendante dans une Europe suffisamment développée, (sinon) la France apparaissant alors quasiment comme la seule solution pour la Wallonie (qui pourrait) négocier avec elle un statut d'autonomie;

Le professeur François Perin, membre de Wallonie - France, pense que le rattachement est encore actuellement un rêve, bien qu'à part la France, il ne voit pas d'autre solution de rechange, car "une république wallonne indépendante serait l'incarnation de la médiocrité. Yvan Ylieff, Ministre fédéral (PS) de la politique scientifique: "Où aller si ce n'est en France?... la Wallonie pourrait se tourner vers la France, non pas en tant que département mais en tant qu'Etat associé à la manière de ce que le Québec a proposé au Canada".

Parmi les opposants, on ne s'étonnera pas de trouver le comte Pierre Harmel, ministre d'Etat, ancien Premier ministre, pour qui "cette fois, on a

dépassé les bornes (tant dans les propos de Luc Van den Brande que dans ceux de Claude Eerdekens), ainsi que Jean-Pierre De Bandt, président du groupe Coudenberg, qui voit dans la déclaration de Claude Eerdekens une "réaction purement épidermique" ne reposant pas "sur un large consensus populaire... On ne peut parler d'une séparation de corps de la Belgique (car elle) traduit plutôt l'image de frères siamois (sic) etc à ce titre, est indissoluble".

Nous laisserons aux lecteurs le soin d'apprécier cette poétique comparaison. Cela pour la forme. Quant au fond, on notera cette bizarre conception: celle d'une Histoire immobile. Mais rien n'est éternel, M. De Bandt, surtout plus la Belgique!

3 - LE 14 JUILLET A LIEGE

Fêté à Liège depuis la fin de la première guerre mondiale, le 14 juillet y a connu, cette année une ferveur toute particulière. C'était, en effet, le 50e anniversaire du Comité organisateur et nul doute que la poussée indépendantiste flamande y était aussi pour quelque chose.

D'ailleurs, les média flamands ne s'y sont pas trompés. La BRTN (radiotélévision flamande) était présente pour la première fois ainsi que des représentants de la presse écrite de Flandre. *De Morgen* publiait la veille une première interview de J.A. Hardy sous le titre sans équivoque! *Waalse rattachisten heffen het glas op 11 en op 14 juli* (les rattachistes wallons lèvent leur verre au 11 et 14 juillet). Notre vice-président se réjouissait des déclarations de Claude Eerdekens: "ce n'est pas un simple incident, mais la preuve que l'Histoire est en marche.... Une réunion à la France est préférable à une Wallonie indépendante et isolée". Le 15, le même journal remet ça en soulignant les paroles de J.A. Hardy: "Dans un palais des congrès de Liège, tout orné de bleu, de blanc et de rouge, on n'entendra que la Marseillaise et pas de Brabançonne afin de bien montrer que le 14 juillet est la seule fête chère aux Liégeois"

Les organisateurs des festivités ont insisté sur le caractère apolitique du Comité des Fêtes et Amitiés françaises, comité qui ne veut pas la fin de la Belgique mais seulement célébrer l'amitié entre Liège et la France.

La Meuse a toutefois voulu en savoir plus et a interrogé des participants. "Dans le public, les avis sont fort partagés avec peut-être une légère majorité de "pour"(le rattachement)", peut-on lire sous le titre "14 juillet. Sentiments: Liège française: pour ou contre? dans son édition du 16 juillet.

Cette enquête a valu au quotidien liégeois un abondant courrier. Bien sûr, les "Belgicistes" ont réagi par de nombreuses lettres. Cependant, relève *La Meuse* qui, le 29 juillet, consacre de nouveau une page à la question "Wallonie française, oui ou non?". Il en ressort que "bien des lecteurs, faute d'une Belgique cohérente, seraient prêts à créer une bosse dans une des faces de l'Hexagone parce qu'ils en ont ras le bol d'attaques répétées émanant de

l'impérialisme flamand... Dans ce contexte tendu, le choix français apparaît de prime abord comme naturel". Selon ce journal, les gens sont "rattachistes plus à cause de leur désillusion que par vocation".

Parmi ceux-ci, on peut ranger M. Claude Emonts, président du CPAS de Liège, dont *La Meuse* publie intégralement la lettre avec le titre éloquent "Je me sens cocu"! Mieux vaut un bon divorce (avec les Flamands) qu'un mauvais mariage... Sur le plan culturel, aucun doute! Nous sommes Français et heureux de l'être...La France ne pourra nous traiter plus mal que Strasbourg, Toulouse ou Nantes... Liège a-t-il à y perdre?... (En conclusion) je rejoins l'idée que la France est notre meilleur atout, écrit Cl. Emonts qui précise! "peut-être pas sous la forme d'un rattachement immédiat mais en tout cas sous la forme d'une "souveraineté-association" dans le cadre de l'Europe ...Un confédéralisme entre la France et la Wallonie".

4- Le 25 août...

C'est le traditionnel Pèlerinage flamand à la Tour de l'Yser. La RTBF parle de 10 000 personnes (sans compter les nombreux gendarmes), mais divisées en deux groupes antagonistes. Les "frères ennemis" en viendront d'ailleurs aux mains après le chahut mené par les ultra-nationalistes envers le président-pèlerin au cri désormais classique de *België barst* (que la Belgique crève). Pourtant, le président Vandenberghe n'avait pas manqué de réclamer davantage de pouvoir pour la Flandre, mais le Vlaams Blok le juge trop mou et exige l'indépendance très vite, tout de suite même. Une bonne note toute fois! les 10 000 ne feront pas retraite - merci Xénophon - sans avoir chanté le *Vlaamse Leeuw* à l'unisson.

Le même jour, à Borzée (Ardenne), les Ecolos francophones discutent entre eux et avec les délégués du parti-frère flamand, AGALEV. "Que faut-il penser, répond un Ecolo à la RTBF, de la présence de deux parlementaires AGALEV au pèlerinage de Dixmude?" Un écolo flamand s'est hâté de répondre que son parti ne serait jamais nationaliste et il a précisé que les deux "pèlerins" se trouvaient là à titre personnel. Vraiment, il faut être naïf pour croire à ce double jeu, car il est évident AGALEV suivra le courant, c'est-à-dire celui qui mène la Flandre vers son indépendance.

D'ailleurs, ce "parti-qui-se-veut-non-nationaliste" a déjà marqué son accord pour approfondir les réformes de l'Etat belge.

Enfin, dans *Le Peuple* du 7 septembre, le ministre fédéral Van Cauwenberghe se prononce pour un Etat bruxello-wallon associé à la France.

Et les affaires s'accumulent. Toutes les affaires, les plus monstrueuses ou les plus incroyables. Le lundi 9 septembre, sur TV5, une journaliste norvégienne, correspondante à Paris du plus grand quotidien de son pays, donnait la conclusion de son

dernier article: l'Etat belge est tellement miné qu'il risque fort de trépasser avec le XXe siècle.

Terminons cette revue de presse (non exhaustive) avec *L'Événement du jeudi* (n° 619/12-18 septembre 1996) dans lequel Albert du Roy se fend d'un éditorial percutant, *Le mal "belge" est nous*. Le directeur de l'hebdomadaire nous remet en mémoire sa prophétie de 1989: "J'ai le sentiment que la Belgique est en voie de disparition". Après avoir rappelé les "affaires" qui ont sapé la confiance des Belges dans leurs institutions (notamment dans une justice politisée jusqu'à la moëlle, voire dans une classe politique de "qualité décevante"), il affirme que "cette crise de confiance est aussi une crise de régime et, (croit-il) une crise existentielle".

"Il y a, dans ce petit pays, six pouvoirs. Six!... Ces structures kafkaïennes n'ont pas de quoi exalter les ambitieux". C'est une deuxième cause de désagrégation.

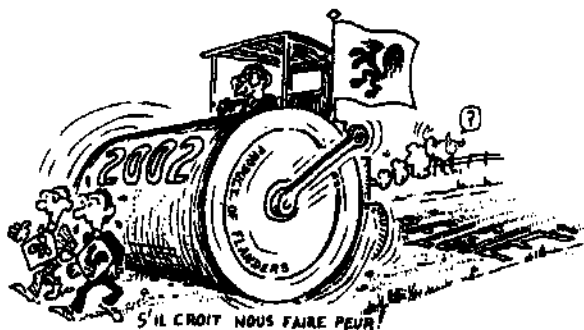
"L'union fait la force, ironise l'éditorialiste... Que reste-t-il de l'union? Tout, désormais, sépare les Belges! l'histoire, la langue, l'économie, la politique. La monarchie? Albert II est loin de susciter l'engouement de Baudouin". Bref, il reste un pays sans défense et malade: "le mal a frappé l'organe le plus faible de l'Europe".

Mais, avertit Albert du Roy, attention! "D'autres pays de notre vieille Europe" pourraient être atteints à leur tour. C'est déjà fait.

André Schreurs

(1) Peut-être la langue de M. Chevalier a-t-elle fourché et faut-il comprendre socialisme au lieu de communisme?

(2) Il s'agit en fait de 1966.



IL NOUS REVIENT...

Que, pour fêter leur compatriote Monsieur Deburghrave, vainqueur d'une compétition aux jeux olympiques d'Atlanta, les athlètes flamands ont chanté le *Vlaams Leeuw*, c'est-à-dire leur chant national.

Quelques jours plus tard, le *Soir illustré*, hebdomadaire bien pensant s'il en est, titrait sans honte sous un portrait du nageur flamand, «Le triomphe belge». Conservateur soit, mais pourquoi ce bourrage de crâne?

Que, récemment, la RTBF répercutait le malaise de la presse francophone. Celle-ci connaît en effet une hémorragie de lecteurs (plus de 4%) alors que la presse flamande continue à se porter très bien. On ne distingue pas clairement les raisons de cette désaffection. Sans doute y-a-t-il des raisons économiques, mais il nous semble aussi qu'un grand nombre de Wallons ne se retrouvent pas dans cette presse essentiellement bruxelloise. L'attitude «modérée» de ces journaux à propos du déglingage de la *België* démobilise les consciences, affaiblit la résistance face à l'offensive flamande et ne prépare l'opinion à l'inévitable. Pourrait-on espérer un peu de lucidité?

Que le ministre fédéral Moreels, qui a en charge l'OCDE., ne subsidiera plus que 15 ONG. sur 40. Ces organisations non gouvernementales rescapées seraient par ailleurs toutes flamandes et proches du CVP (parti social-chrétien flamand pour nos amis français). Pur hasard sans doute?

Que de plus en plus, les produits flamands sont marqués des mots *Product of Flanders* et donc de moins en moins, sont *made in Belgium*. Au fond n'est ce pas logique?

Que, désormais, les jeunes Flamands apprendront l'histoire de la Flandre pendant le premier cycle de l'école secondaire. le but est avoué: l'identité flamande doit être renforcée. La décision vient d'être prise cet été parle SP (socialiste) et le CVP: (démocrate-chrétien), la Volksunie, en zo voort.

Pourtant, depuis longtemps, il est patent que beaucoup d'enseignants flamands des deux réseaux (l'officiel et le catholique) n'ont pas attendu ce décret pour dispenser une histoire de la *België* fortement orientée dans le sens que l'on devine. Il est donc clair que le récent décret ne fait que donner une teinture légale à une réalité déjà ancienne. Espérons que cela ébranlera les (nombreux) gogos francophones qui croient encore à l'existence d'un peuple flamand toujours paisible, mais dévoyé par une poignée de politiciens rabiques.

Pendant ce temps, on attend, depuis des décennies, une histoire de la Wallonie racontée aux petits Wallons!

Qu'en Italie du nord, pardon en Padanie, le courant séparatiste gagne du terrain. De plus en plus nombreux, les Padaniens ou Padanais?, inspiré par Umberto Bossi, s'indignent des subventions accordées à leurs compatriotes (?) du sud. Ils font aussi remarquer qu'au Nord, donc chez eux, le taux de croissance est de 3.5% et seulement de 1.7% dans le Mezzogiorno. En revanche, le taux de chômage, qui atteint les 6% au Nord, atteint 21% au Sud. Au fait, connaissez-vous le sobriquet dont les Padaniens affublent les gens du Midi?

Gli Africani.

Qu'en pense M. Salvatore Adamo, lui qui, resté de nationalité italienne, est pour l'unité de... la Belgique!

QUEL AVENIR POUR LA WALLONIE?

Notre ami Jacques Rogissart a longuement répondu aux questions posées par *Liens francophones* (1) dans son numéro 16 de juin 1996. Nous en avons extrait les réponses suivantes:

« La revendication indépendantiste flamande que l'on feignait de ne pas entendre dans les hautes places du pouvoir est devenue plus forte et plus insistante au début des années 1990... (cette indépendance est d'ailleurs programmée) à l'horizon 2002 (700e anniversaire de la victoire flamande sur le roi de France, dite bataille des éperons d'or dont la commémoration est devenue la fête nationale de la Flandre). On s'est alors mis à écouter bien davantage les indépendantistes wallons puisque la Belgique est condamnée de toute façon! »

J. Rogissart a ensuite précisé que le mouvement « Wallonie libre (dont il a dirigé le périodique pendant 26 ans) a toujours proclamé que la Wallonie a besoin d'une France forte, avec laquelle elle puisse collaborer étroitement pour épanouir sa personnalité française et s'affirmer face aux blocs d'influence britannique (voire anglo-américain) et allemand. Beaucoup de ses membres veulent aller plus loin et souhaitent qu'une fois l'indépendance acquise, le peuple wallon s'unisse à la République comme pendant la Révolution. Cette pensée a fait elle aussi beaucoup de chemin dans les esprits et elle en ferait bien plus encore si les dirigeants de l'Hexagone prêtait plus d'attention à ces trois millions et demi de Wallons dont la défaite de Napoléon a contrarié le destin national. Il appartiendra à la génération qui monte en Wallonie de prendre position là-dessus: l'indépendance lui permettra d'en décider librement ».

Enfin à l'affirmation d'un « historien (qui) a écrit que la Belgique avait été le dernier service rendu à la France par la monarchie française », Jacques Rogissart a rétorqué logiquement: « je ne sais quels services la Belgique a rendu à la France. Sa monarchie et ses gouvernements ont toujours vu en celle-ci une menace pour l'intégrité du royaume, compte tenu de l'attraction qu'elle exerce sur les Wallons, et une hégémonie qu'il convenait d'affaiblir. Ils ont cherché sans cesse de grands protecteurs pour lui faire pièce: l'Angleterre, traditionnellement, l'Allemagne, de 1870 à 1914, les Etats-Unis après 1945. Ils n'ont participé à la première guerre mondiale aux côtés de la France que parce que l'Allemagne avait envahi le territoire belge quelle voulait utiliser pour son offensive en direction de Paris et annexer en partie. Ils ont essayé de rester neutres face à Hitler jusqu'à ce que celui-ci reprenne les projets de Guillaume II en pire ». Alors? Merci à notre ami d'avoir éclairé la lanterne de beaucoup de Français qui, trop souvent, ignorent ce qui s'est passé ou se passe encore au nord de Lille et de Givet.

Daniel Lanier.

(1) Administration: 244, rue de Rivoli, Paris 75001 (abonnement: 130 FF pour les pays de la C.E.E.).

URGENCE: MOBILISER LES WALLONS!

Le cours des événements s'est fortement accéléré pendant le printemps et l'été. Même atténuée par le suite sous des pressions que l'on imagine aisément, l'allusion de M. Eerdeken à l'hypothèse française devant une Chambre déshabituée de la vigueur wallonne a débouché les oreilles des pires sourds de Wallonie et de Bruxelles. Ce n'est plus le peaufinage du fédéralisme qui est à l'ordre du jour du débat sur l'avenir du royaume, c'est le séparatisme!

La Flandre le savait déjà et pour cause. Les belgicains intelligents aussi: le groupe Coudenberg le dit franchement dans son rapport, au titre anglais (belle illustration d'identités dans le *melting-pot* belgeois), The cost of non-Belgium.

La ligne du statu-quo institutionnel, défendue par les partis francophones de la majorité depuis la deuxième réforme de l'Etat, était vouée à l'échec depuis le début. Au point où en sont les choses, elle mène tout droit, à la nécessité prochaine d'improviser en pleine bataille. Or, tout le monde n'a pas assez de génie pour faire sienne la règle de Napoléon: "on s'engage et puis on voit!". Pourquoi ne pas mobiliser tout de suite la Wallonie puisque les faits sont limpides? Ceux qui ont lu le livre profond de Bertrand de Jouvenel "Du pouvoir" ne peuvent que conclure à l'entière instabilité de partage des compétences de souveraineté. Le pouvoir tend naturellement à l'intégralité. Dans notre cas, il n'y a que deux prolongements possibles au passage de l'unitarisme au fédéralisme: la recentralisation ou la séparation!

La seconde est maintenant la plus probable, d'autant plus que les peuples du royaume s'estiment peu et ont peu d'intérêts en commun.

Je suis intellectuellement soulagé d'entendre les voix de personnalités influentes qui adjurent leur parti respectif de se préparer à l'inéluctable. Elles prouvent que notre classe politique n'est pas devenue incapable de concevoir une stratégie. Mais je ne suis pas moins convaincu que la société civile doit, elle aussi, prendre une part, active à l'élaboration de son avenir. Les horribles péripéties de l'affaire Dutroux laissent entrevoir qu'elle n'est plus décidée à s'en laisser conter, et qu'Albert II, sorti de sa léthargie, aura bien du mal à jouer vis-à-vis, d'elle le rôle du père psychologique.

Pour ce qui concerne le Mouvement wallon, il y a lieu de lire enfin avec attention, le manifeste publié par les professeurs Franck, Frogner et Remiche et par l'historien Vagman. En explorant les moyens d'aménager le fédéralisme, les auteurs font implicitement ressortir l'extrême difficulté de réunir les conditions de la survie du régime. Ils invitent donc à envisager sans crainte les possibilités du séparatisme, notamment celles d'un rapprochement avec la France. Je n'aurais pas écrit comme eux, mais leur document est un signe que nos chercheurs de haut niveau s'ébranlent enfin vers un autre but que le ravalement de la façade, bien lézardée, du fédéralisme.

Jacques Rogissart



1) Hervé Hasquin, à qui l'histoire, la laïcité et l'humanisme doivent beaucoup, avait publié en 1981 un désormais classique **Historiographie et Politique - Essai sur l'histoire de Belgique et de Wallonie**, (1). Profondément remanié et augmenté, l'ouvrage, qui était épuisé, vient d'être réédité par une coédition ULB-Institut Jules Destrée (2). Ce livre, indispensable à tout amateur d'histoire, décrit la longue montée du mouvement flamand, ses revendications d'abord linguistiques et la (tardive) réaction wallonne., Il montre encore le côté gallophobe des historiens belges du XIXe siècle : la Belgique bourgeoise et catholique, essentiellement de langue et de culture française, craignait toujours, quoique neutre, le retour en force de la France.

Hervé Hasquin expose aussi clairement le déterminisme qui sous-tend l'oeuvre de Godefroid Kurth (1847-1916) : une Belgique en germe depuis des siècles ! De père allemand et de mère wallonne, ce professeur de l'Université de Liège ardemment germanophile, ne se remettra d'ailleurs pas du choc que lui avait causé l'agression d'août 1914.

Son élève, Henri Pirenne, allait produire une **Histoire de Belgique**, oeuvre magistrale sans doute, mais largement imprégnée de la même idée: le comté de Flandre a, depuis le Moyen Age, enfanté peu à peu la Belgique. Pour lui, il y a une "civilisation belge" née de l'amalgame des civilisations française et allemande et, mieux encore, "l'unité nationale" a précédé, phénomène unique, "l'unité de gouvernement". Cette conception finaliste a permis, selon Pirenne lui-même, sa "construction historique". En effet!

Parmi les chantres attardés d'une "patrie commune" plongeant ses racines dans un lointain passé, on peut citer Marcel De Corte qui, encore en 1976 dans une lettre au roi, affirmait être "attaché à (sa) patrie, qui existe depuis deux mille ans"(sic). Petite digression personnelle à ce compte, il aurait fallu demander à ce "superpatriote" (et à ses suiveurs) d'annexer, au sud Hainaut et Picardie jusqu'à la Seine et, au nord, les territoires bataves jusqu'au Rhin, afin de reconstituer la *Provincia belgica* à laquelle il rêvait sans doute! Cela n'aurait rien eu d'étonnant pour un homme d'opinion toujours ultraconservatrice, antisémite et membre de la "Fraternité (intégriste) Saint Pie X". On sait aussi que le professeur de philosophie aimait à se dire de la famille Curtius, celle du riche munitionnaire liégeois et "neutre" du XVIe siècle, et, dernier détail piquant, qui présentait son épouse comme une descendante directe de Charlemagne. Pas moins!

Mais revenons vite à l'ouvrage remarquable de Hervé Hasquin pour répéter la nécessité pour tout "honnête homme" (de Bruxelles, de Wallonie, de France ou de Navarre) de le posséder, de le lire et de le méditer,

(1) édit. Institut Jules Destrée, 1981, 138 pages

(2) 240 p. 850 FB (compte 068-2116100-72 de l'Institut Jules Destrée de Charleroi).

(3) En 1928, les éminents historiens français Lucien Febvre et Marcel Bloch, « séduits par l'originalité de ses vues en matière d'histoire économique et sociale... », lui proposèrent la direction des *Annales* (d'histoire économique et sociale) qu'ils venaient de créer. Henri Pirenne déclina cet honneur.

2) A Liège, en juillet 1995, se tenait la treizième conférence du Comité permanent des Peuples de Langue française (dont les membres permanents sont pour la Wallonie: José Happart, Jean-Emile Humblet, Jean-Marie Roberti et André Schreurs).

Les Actes viennent d'être édités par la Communauté française, la Région wallonne, le Centre René Levesque et l'Institut Jules Destrée, sous la coordination de Philippe Destatte, l'excellent secrétaire général de la Conférence (1).

Le recueil s'ouvre par une flamboyante préface de Philippe Seguin (qui disait récemment à l'un des membres de Wallonie France combien il se sentait proche de ses idées): "Que la XIIIe Conférence des Peuples de Langue française ait choisi pour thème de sa rencontre à Liège (...) me paraît venir fort à propos (...) Il n'est de pire fourrier du nationalisme que la négation du sentiment national, le premier n'étant rien d'autre que la forme pervertie et exacerbée du second (...) Et si le modèle républicain français est à bien des égards une référence, c'est qu'il illustre avec une vigueur particulière le lien entre identité, citoyenneté et démocratie, un lien qu'il nous appartient de toujours préserver, et sans cesse enrichir"

Toutes les interventions sont certes dignes d'intérêt, mais on relèvera surtout l'extraordinaire discours de Stelio Farandjis, secrétaire général du Haut-Conseil de la Francophonie, grand humaniste et vrai philosophe, dont la devise d'un des plus grands - et droits - penseurs, le père Teilhard de Chardin: "Tout ce qui monte converge". On doit s'alarmer "d'une vague sous-culture uniformisante (qui) s'impose à tous (...), la civilisation du tout Coca-Cola (2). Ou on se replie sur une identité mythique, on s'y emprisonne et on exclut tout autre, c'est la civilisation du tout ayatollah!"

Quelques agités essayèrent bien de faire assaut de nationalisme du type "La France est notre mère, on n'a pas à la critiquer surtout en Belgique", mais au nom du meilleur des valeurs de la République française ils se firent sèchement rappeler à l'ordre par la tribune, sous les applaudissements du public.

Janos Molnar, philosophe (Sorbonne)

(1) 1996, 850 FB.

(2) cf les Jeux olympiques d'Atlanta, gigantesque barnum sponsorisé par le *biggest in the world* limonadier.

25.000 Liégeois ont fêté le 14 JUILLET.

Vous avez bien lu! Le 14 juillet dernier, quelque 25.000 personnes se pressaient sur les berges de la Meuse et sur l'esplanade du Palais des Congrès tout de bleu-blanc-rouge décoré.

La Fête Nationale française est assurément LA fête de l'année à LIEGE.

Voyez en outre ce qu'elle serait si les trois quarts des habitants de la région liégeoise n'étaient en vacances à ce moment! Cent mille personnes sans doute.

Qu'il nous soit tout d'abord permis de remercier M. Dominique PIN, Consul Général de France, dont la réception chaleureuse est toujours remarquée et remarquable. Une seule fausse note: l'exécution (paraît-il obligatoire?) d'une Brabançonne aussi désuète qu'obsolète.

Puisse-t-elle devenir muette (on serait tenté d'ajouter "de Portici").

Le député-maire Claude EERDEKENS nous avait cette année rendu un fameux service. Ses déclarations à l'Assemblée Nationale le 10 juillet avaient été remarquées (voir sa lettre en première page).

C'est ainsi et grâce à lui que la presse et la télévision flamandes s'intéressèrent aux "Waalse rattachisten". Je fus notamment interviewé par *De Morgen* (voir revue de presse) et par la BRTN. Je n'ai pas manqué de stigmatiser l'arrogance et l'impérialisme flamands. L'occasion était trop belle de leur dire: "Messieurs les Flamands, nous ne sommes pas seuls...Et la France pourrait, si vous le souhaitez, se retrouver aux portes de Bruxelles, laquelle ne sera jamais votre capitale."

Nous avons aussi, sans gêner l'organisation de nos amis du Comité des Fêtes et Amitiés Françaises, distribué quelque 5.000 tracts, toujours bien accueillis.

Le journal *La Meuse* a pu constater et écrire (voir revue de presse) que la majorité des personnes présentes n'étaient pas hostiles à la réunion de la Wallonie à la France.

Bal aux lampions, variétés, chansons, bal à la Bastille, bar martiniquais, banquet réunissant quelque 250 personnes avec exécution d'une vibrante Marseillaise et absence d'exécution remarquée de la Brabançonne, et enfin le plus grand feu d'artifice de l'année à Liège. Une grande fête. La nôtre.

FERRARI cautionne la déconfiture de l'Etat belge.

Les amis du sport automobile l'ont constaté. Une Ferrari a été alignée aux 24 heures du Mans décorée aux seules couleurs de la Belgique avec la mention "racing for Belgium". - .

Tous les coups sont permis pour tenter de sauver ce qui pourrait l'être et pour susciter un semblant de sentiment national belge.

Personnellement, je suis toujours heureux lorsque l'équipe "nationale" belge de football (composée majoritairement de flamands) est vaincue. Et je ne me réjouis pas lorsqu'un Flamand gagne une médaille à Atlanta.

Heureusement, ce fut la débâcle. La Ferrari pilotée par trois des meilleurs pilotes belges a tourné trois ou quatre heures à peine.

Et j'ai pris ma plume pour écrire à M. Pascal WITMEUR, initiateur du projet "1001 amis"

et administrateur-délégué de la S.A. Pitlane: "Très heureux de votre échec aux 24 heures du Mans à l'image de cette Belgique que vous voulez sauver (pourquoi?) et qui doit prochainement mourir parce qu'elle n'aurait jamais dû exister.. "J'espère que la prochaine fois vous engagerez une voiture aux couleurs de la Wallonie Française. Je vous offre déjà un autocollant..."

Vous dire que l'individu a été ulcéré serait trahir la vérité. Ma lettre l'a rendu malade. Il en écrivit à mon Bâtonnier qui lui répondit ne pas devoir intervenir dans un conflit idéologique.

Mais l'affaire est intéressante à plus d'un titre: 1.001 "gugusses" ont versé chacun 25.000F.B. pour permettre la réalisation du projet, soit quelque 25.000.000F.B.

Or, de source bien informée, la PORSCHE victorieuse a été louée pour 3 millions (un par pilote).

J'invite M. WITMEUR à nous dire ce qu'il a fait des 22 millions restant. Il avait notamment promis une tombola avec attribution d'une modeste FERRARI 455. Qui donc a gagné celle-ci? D'autre part, Pourrait-il nous communiquer la liste des généreux donateurs?

Après la course, et malgré l'échec, il a remercié ceux-ci par une page entière publiée dans tous les quotidiens du Royaume. On pouvait lire notamment: "Chiche...il fallait le faire...on l'a fait", la classe! Il y remerciait le Roi et la Reine (on se demande toujours pourquoi?). Il concluait: "l'union fait la force". De son portefeuille sans doute.

Grazie al cavallino rampante,

J.A. HARDY

COMMUNIQUES DE PRESSE

Les mouvements *Retour à la France* et *Wallonie-France* se réjouissent de l'entrée en force de l'idée rattachiste ou réunionniste sur le terrain politique.

L'avenir français de la Wallonie est aujourd'hui devenu la logique incontournable face à l'éclatement de la Belgique programmé par la Nation Flamande.

Contrairement à ce que les milieux unitaristes tentent à faire croire, la mouvance rattachiste unie se réjouit de l'évolution sensible et réaliste des Wallons vers ces idées.

Ses deux composantes *Retour à la France* et *Wallonie-France* poursuivent le même but en actions communes avec leur sensibilité propre.

Pour le *Retour à la France*, Pour *Wallonie-France*,

Le Président,
Maurice Lebeau

Le Vice-Président
Jean-Paul Conrardy

Le Vice-Président
Jean - Antoine Hardy

Le Secrétaire
Laurent Leruth

Wallonie-France se réjouit de l'intervention du député Claude Eerdekens lors de la séance de la Chambre des représentants de ce mercredi 10 juillet 1996.

Nous le félicitons d'avoir osé dire tout haut ce que la plupart des Wallons consciencieux pensent tout bas ou en tout cas commencent à réaliser.

Nous espérons que cet épisode ne sera pas classé sans suite et que le député-bourgmestre d'Andenne fera des émules.

Dans cet Etat belge où les Flamands et leur élu, monsieur Van den Brande se montrent de plus en plus agressifs et pressés, voyez les récentes déclarations des élus flamands; il est grand temps que les Wallons méditent cet exemple.

Wallonie-France

SOLIDARITE
française

WALLONIE-BRUXELLES Wallonie-Bruxelles,

UNIS NOUS SERONS FORTS

Suite aux déclarations répétées du Ministre-Président du Gouvernement flamand et aux répliques de certains députés wallons, nous tenons à préciser notre position:

- 1• Solidarité française Wallonie-Bruxelles, mouvement wallo-bruxellois, félicite ces parlementaires wallons pour avoir commencé à prendre en compte les affirmations de la volonté d'indépendance de la Flandre.
- 2• Solidarité française Wallonie-Bruxelles, prône l'accession de la Wallonie et de Bruxelles à la souveraineté d'Etats libres et européens.
- 3• Dans un stade ultérieur, la France ne reconnaissant que les Etats, NOUS envisageons avec sérénité l'ASSOCIATION à la France de l'Etat de WALLONIE, et de la VILLE-ETAT libre de Bruxelles, confédérés ou non, conformément à l'article 88 de la Constitution française.

Le porte-parole et Secrétaire général
Raoul-Emile Evrard

Bruxelles, capitale de la
Communauté française

le 11 juillet 1996

" BELGIQUE REQUIEM "

C'est sous ce titre que le journal "LE SOIR" (1) a interviewé une dizaine de personnalités représentatives des milieux universitaire, culturel, socio-économique et politique.

Nous voudrions ici relever leurs principales déclarations quant à l'avenir de la Belgique et au sort de Bruxelles dans la perspective admise par presque tous (même si elle n'est pas toujours souhaitée) d'un éclatement du Royaume.

Les francophones continueraient-ils à croire à un pays auquel leurs collègues flamands ont renoncé? Le séparatisme est-il inscrit dans les astres ?

La Flandre, riche et travailleuse, en aurait assez de tirer le boulet wallon, fait de pauvres assistés sociaux. Cette caricature injurieuse est régulièrement distillée au Nord.

M. Francis DELPEREE, professeur de droit constitutionnel (UCL) déclare:

"On assiste à l'émergence de deux communautés qui réagissent en fonction de discours politiques, de réalités sociales, d'intérêts économiques de plus en plus différents. Les institutions fédérales ne vont-elles pas, un jour, se trouver en porte-à-faux par rapport à ces réalités ?

"Le confédéralisme (ndlr: réclamé par de nombreux Flamands), c'est le fédéralisme pour les cons (sic), c'est l'attrape-nigaud, c'est le brouillard institutionnalisé... Autant dire clairement que l'on veut l'indépendance."

"J'ai parfois l'impression que les francophones ont l'oeil braqué sur le rétroviseur, alors que les Flamands fixent leurs objectifs",

"On peut même penser que le confédéralisme apparaîtra comme une complication inutile pour des Etats devenus indépendants".

Pour M. Kris DESCHOUWER, Flamand de Bruxelles et politicologue à la VUB, la Flandre n'a jamais demandé la distinction entre Région et Communauté parce que la fusion était plus facile en Flandre. La seule différence entre la Communauté et la Région, ce sont les quelques Flamands de Bruxelles. Il ajoute: "ce ne sont pas eux qui font la différence dans la stratégie flamande."

"La Belgique est tout aussi artificielle que la Flandre, Bruxelles ou la Wallonie... "je suis convaincu que si Bruxelles était en Wallonie, la scission serait plus facile. Et l'on serait peut-être déjà séparés..."

"Il ne faut pas croire que la Belgique a été créée pour l'éternité... Les deux raisons qui empêchent le séparatisme sont Bruxelles et la dette. Mais la dette, elle, est négociable. Pour Bruxelles, il faudrait qu'une des deux parties lâche."

Pour M. Xavier MABILLE, directeur du CRISP, l'Etat fédéral belge n'est pas arrivé au terme de son mûrissement fédéral.

"Peu de personnes imaginent une initiative de Bruxelles ou de la Wallonie visant à une proclamation d'indépendance ou à la fin d'un Etat belge. On peut penser qu'une telle initiative viendrait plutôt de Flandre."

Il est évident, dit-il, que Bruxelles est un noeud: "La Flandre a une relation qui est doublement complexe avec Bruxelles. Subjectivement, la Flandre ne peut pas se séparer de Bruxelles. Objectivement, la Flandre ne peut pas s'emparer de Bruxelles."

M. Bernard FOCCROULLE est directeur du théâtre de la Monnaie (toujours national). Comme beaucoup d'artistes (ndlr il est aussi organiste), il rêve encore d'une entente entre les communautés, mais il admet que les Flamands sont arrogants et ne semblent pas vouloir se contenter du fédéralisme actuel.

M. Ferd CHAFFART est directeur (flamand) de la première banque du pays.

Il croit encore en la solidarité tout en reconnaissant que l'Etat fédéral est grignoté des deux côtes par la régionalisation et par l'eupéanisation.

Il ne croit pas en la régionalisation de la dette, parce qu'elle est le ciment du pays.

Il semblerait croire en une certaine identité belge. On peut toujours rêver!

Vient le tour des hommes politiques.

Le président du parti libéral flamand Herman DE CROO est un modéré. Il déclare: "Les Belges seront toujours condamnés à s'entendre, mais sur des domaines de plus en plus réduits. En fait, la Belgique existera toujours, mais sera vidée de toute substance. Il ajoute même: "il n'y aura plus rien ou plus grand chose à séparer."

Pourquoi alors rester ensemble ? Peut-on imaginer des ex-époux qui vivraient dans un duplex et auraient chacun leur lessiveuse, leur séchoir, leur pot de confiture?

M. Louis MICHEL, président du parti libéral francophone, se fait le chantre de "l'espace

francophone" et de la solidarité Wallonie-Bruxelles. Il dit cependant: "Sur papier, le schisme est consommé. On est sur des planètes différentes." Il ajoute: "je ne suis pas certain que notre premier choix, en cas de "largage", soit la France...Mais attention: si à un moment donné, j'ai le choix entre un Etat wallon replié sur lui-même et la France, je choisirai la France."

M. Louis TOBBACK est président des socialistes flamands. Il ne passe pas pour être un séparatiste. il déclare cependant: "S'il n'y avait pas la dette et Bruxelles, il y a longtemps qu'il n'y aurait plus de Belgique!"

"Si c'est nécessaire pour le bien-être des gens, je me battrais pour la conservation de la Belgique. Si ce n'est plus nécessaire, on peut laisser aller." Et Bruxelles ? Il faudra "en faire un district européen."

Le président de l'Exécutif bruxellois, M. Charles PICQUE veut maintenir en état la Belgique d'aujourd'hui, dénonce les oriflammes nationalistes et affirme qu'il ne faut être demandeur en rien. La politique de l'autruche en quelque sorte

Enfin, le nouveau président du grand parti chrétien flamand, Marc VAN PEEL, dit qu'il n'est pas séparatiste mais affirme que le scénario séparatiste pourrait se produire en cas de grave conflit dont on ne sortirait pas.

Il ajoute: "Il faut avoir la volonté de rester ensemble et pas seulement y être obligés. je ne crois pas, comme certains, que Bruxelles et la dette publique nous obligent à rester ensemble."

Discours équivoque comme toujours au CVP. Il faut comprendre que le CVP veut aller beaucoup plus loin, mais sans lâcher Bruxelles: "la Flandre sans Bruxelles est incomplète", précise-t-il.

Une seule chose est certaine, car d'aucuns l'avouent: la Belgique est très malade.

(1) Titre apparemment emprunté à Me René SWENNEN (Paris, éd. Julliard, 1980).

Liège: commémoration du pont des Arches

Si vous empruntez le pont des Arches pour vous rendre dans le vieux quartier de Saint-Pholien, ne manquez surtout pas de jeter un coup d'oeil à droite, à l'entrée du pont. Vous y verrez une simple plaque de bronze, l'air des plus banale, qui est en fait l'un des rares souvenirs de la révolution liégeoise.

C'est, en effet, à cet endroit que le 27 juillet 1794, l'armée française aidée par les révolutionnaires liégeois, chassèrent les autrichiens et le dernier représentant de l'ancien régime en la personne du prince-évêque Charles-Antoine de Méan. Trente-six ans plus tard, - ironie du sort -, ce prélat deviendra archevêque de Malines-Bruxelles !

Ce 27 juillet, comme chaque année, l'AWAC (association wallonne des Anciens Combattants et Résistants) organisait sa cérémonie commémorative avec dépôt de fleurs.

Le comité de Wallonie-France était représenté par MM. Georges Gabriel et Laurent Leruth. D'autres membres étaient également présents.

Nous tenons particulièrement à féliciter le président de L'AWAC., Monsieur Victor Van Michel, qui, à l'issue de son discours, lança un retentissant « vive la France »!

Laurent Leruth.

Les collaborateurs et les membres de 'Wallonie-France présentent aux parents de Julie, Mélissa, An et Eefje leurs plus sincères condoléances.

Ils espèrent que :

- 1) rien ni personne ne pourra s'opposer à ce que l'enquête aille jusqu'au bout de ces affaires monstrueuses
- 2) que, et cela partout dans le monde, les peines punissant de tels actes soient aggravées et que leurs auteurs soient à jamais empêchés de récidiver.

Séparatisme et Rattachisme

Dans le dernier bulletin de solidarité française Wallonie-bruxelles (1), M. Vincent VAGMAN, historien et chef de cabinet du Ministre J. Cl. Van Cauwenberghe, donne son avis sur ce thème devenu d'actualité. Nous en extrayons ci-dessous les passages importants:

"Le fédéralisme belge est menacé. Le confédéralisme de Luc Van den Brande ruine tout espoir de solidarité nord-sud (mais, si l'idée rattachiste progresse) il n'y aura pas de séparation sans contentieux".

Les règles du droit international coutumier et notamment celles mises en forme par les deux conférences internationales de Vienne (1978-1983) s'appliqueront alors au partage des biens de l'Etat belge: aéroport national, ambassades, avoirs de la banque nationale sans oublier le partage de la dette publique et les problèmes humains (quid des agents (para)fédéraux?). Enfin, il faudra délimiter les frontières (Fouren, Bruxelles)!

Vincent Vagman met, à juste raison, le doigt sur le rôle de frein que pourraient jouer certains Etats européens, tels l'Espagne et l'Italie, aussi rongés par des courants séparatistes. D'autre part, que ferait la Grande-Bretagne? Remettrait-elle sur le tapis sa vieille politique d'équilibre européen? La chose n'est pas impossible.

Une solution d'ASSIMILATION de la Wallonie à la France est à rejeter, car cela signifierait la négation pure et simple d'une Wallonie devenue déjà une réalité politique. En revanche, dit l'auteur, une formule d'ASSOCIATION est à préférer: un Etat fédéral Wallonie-Bruxelles pourrait s'associer à la France par application de l'article 88 de la Constitution française ("la République peut conclure des accords avec les ETATS qui désirent s'associer avec elle pour développer leurs civilisations"). L'autonomie serait ainsi garantie (avec respect des minorités linguistiques) à la condition toutefois de ne pas voir le rapport des forces déséquilibré par le "centralisme parisien". Sur ce dernier point, peut-on répondre à Vincent Vagman que la France est, depuis des années, largement décentralisée (cf Wallonie-France n° 9, Les Français et leur région) et que Paris, habitué à tenir compte des régions françaises, tiendra compte des spécificités du nouvel Etat associé.

Daniel LANIER

(1) Avenue G. Stassart, 3/bte 10 - 1070 Bruxelles.

Tous ceux qui sont intéressés par l'histoire du mouvement wallon tireront grand profit de la lecture d'un remarquable petit ouvrage de synthèse dû à la plume de M. Vincent Vagman :

Le mouvement wallon et la question bruxelloise
Bruxelles, éd. du CRISP, 1994 / n° 1434-1435
(Rens. : CRISP, rue du Congrès 35 - Bruxelles 1000)



Editeur resp. : Laurent Leruth
1 rue de Pitteurs - B-4020 Liège
Direction : 8 rue Naimette - B-4000 Liège
Tél. : 32 (0) 41/26 62 24
Rédaction : 49 B avenue de Gerlache - B-4000 Liège
Tél. : 32 (0) 41/53 26 47



Correspondants :

Bruxelles : Claude GOFFIN - 58 clos de l'Oasis - B-1140 Bruxelles
Brabant wallon : Rodolphe LAMY - 151 rue du Blanc Ry - B-1342 Limelette
Hainaut : Jean VANDERCAM - 10 chaussée de Châtelet - B-6042 Lodelinsart
Luxembourg : Eric DUPONT - 16 Rue du Château - B-6690 Vielsalm
Namur : Fernand DECHAMPS - 12 rue d'Hublet - B-5660 Dailly
France : Charles CONTE - 5 rue Altrincham - F-93150 Le Blanc-Mesnil



Abonnement : 500 FB ou 100 FF à verser au compte 240-0786635-66 de Wallonie-France, à 4102 Ougrée
ou 100 FF à verser au compte Wallonie-France de la BRED, à Paris :
Code banque : 10107 / Code guichet : 00118 / N° 212181978-10